agreste
LA STATISTIQUE, L'ÉVALUATION ET LA PROSPECTIVE AGRICOLE
PRIMEUR

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION
STATISTIQUE PUBLIQUE

DÉCEMBRE 2020 N°7

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS EN 2019

Les résultats économiques des exploitations agricoles reculent légèrement en 2019

En 2019, l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié des exploitations agricoles de France métropolitaine baisse de 1,4 %, en réel, par rapport à 2018 pour s'établir à 54 720 euros en moyenne. Cet excédent brut diminue pour les exploitations de céréales et oléoprotéagineux, la viticulture, les élevages de bovins viande, ceux d'ovins-caprins et la filière avicole. En revanche, il augmente pour les autres grandes cultures, le maraîchage et l'horticulture, les productions fruitières, les élevages de bovins laitiers et surtout pour les productions porcines qui bénéficient d'une envolée des cours mondiaux et d'une forte demande sur le marché international. Au-delà de cette grande diversité des situations selon les orientations productives, la diminution moyenne des résultats économiques de l'agriculture française en 2019 induit une baisse des ressources disponibles de 3,6 % par rapport à 2018 et une légère contraction des investissements (-0,2 %). Il n'inverse toutefois pas la tendance de ces dernières années au désendettement des structures agricoles (- 1 point par rapport à 2018 pour un taux d'endettement 2019 qui s'établit à 41 %).

Après une année 2018 marquée par une légère consolidation des résultats économiques des exploitations agricoles, ceux-ci sont en moyenne moins bons en 2019, toutes productions confondues. En 2019, l'excédent brut d'exploitation (EBE) par actif non salarié (Utans) s'établit à 54 720 € et baisse de 1,4 % par rapport à 2018, en données rapportées à l'évolution des prix (*Tableau 1, Méthodologie*). Le résultat courant avant impôts (RCAI) par Utans, qui intègre les charges financières et les amortissements, s'élève pour sa part à 29 760 € en moyenne (- 2,4 % par rapport à 2018).

De bonnes récoltes mais une valorisation en berne pour les céréales et oléoprotéagineux (COP)

À l'exception du blé dur, les récoltes de céréales et de protéagineux progressent en France (+13,5 % pour le blé tendre, +6,3 % pour l'orge d'hiver) du fait de superficies et rendements en hausse. En revanche, en raison de conditions climatiques estivales particulières (chaleur et sècheresse), les rendements des cultures d'été baissent (comme le maïs qui recule de 1,8 %) tout comme les récoltes d'oléagineux. Avec des disponibilités en hausse au niveau international et une relative faiblesse de l'euro par rapport au dollar, les prix des COP sont inférieurs à ceux de 2018, à l'exception de ceux du blé dur (+7,4 %). Ainsi, les prix baissent

Tableau 1
Principaux indicateurs et évolutions

Orientation	Nombre d'exploi-tations	EBE	EBE/Utans		RCAI/Utans	
		euros	euros	Évol. 19/18 %	euros	Évol. 19/18 %
Céréales et oléoprotéagineux	61 478	51 822	43 742	+ 6,0	20 024	- 9,5
Autres grandes cultures	20 015	109 255	78 760	+ 2,4	46 499	+ 2,8
Maraîchage et horticulture	11 459	82 787	59 166	+ 6,1	37 932	+ 6,5
Viticulture	48 658	82 716	66 365	- 20,8	43 353	- 29,0
Fruits et autres cultures permanentes	6 134	62 446	44 262	- 15,9	25 216	- 26,3
Bovins lait	40 235	89 944	55 211	+ 9,0	27 853	+18,3
Bovins viande	35 557	45 461	35 911	- 1,4	15 997	+ 2,7
Ovins et caprins	10 871	52 805	38 179	- 6,5	21 075	- 12,6
Porcins	5 345	190 981	132 231	+120,3	89 785	+367,9
Volailles	9 929	86 679	67 329	- 7,3	31 126	- 13,9
Polyculture, polyélevage	36 606	76 669	51 899	- 0,2	26 156	+ 0,9
Ensemble	300 115	75 116	54 722	- 1,4	29 764	- 2,4

Champ : France métropolitaine
Source : SSP – Agreste – Rica – Résultats 2019

de 2,1 % pour le blé tendre, de 8,4 % pour l'orge d'hiver, de 13,5 % pour celui de printemps et de 6,1 % pour le maïs grain. Au final, la valeur de la production des exploitations spécialisées en COP diminue de 2,4 % en 2019, après deux campagnes successives de hausse. Cette baisse combinée à une hausse des charges externes induit un recul de 10 % de la valeur ajoutée. En 2019, l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux s'établit à une moyenne de 43 740 €, en recul de 6 % par rapport à 2018.

Un net recul des résultats viticoles 2019 après le rebond de l'an passé

Contrairement à 2018, le contexte météorologique de 2019 a été nettement défavorable à la production viticole française (gels localisés au printemps, forte humidité et basses températures à la floraison, canicule et sécheresse estivales très marquées). De plus, dans un contexte de maintien des commercialisations de l'abondante récolte 2018, les prix des vins sont moins élevés en 2019 : baisse du cours des vins d'appellation de 7,9 % par rapport à 2018 pour les ventes en vrac et de 2,9 % pour celles en bouteilles. Au final, la valeur de la production de l'exercice pour l'ensemble des exploitations viticoles diminue de 8,6 % en 2019. L'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles chute à 66 360 € (contre 84 200 € en 2018).

Des résultats contrastés pour les éleveurs de bovins

Malgré l'effet de stocks fourragers restreints par la sécheresse de l'été précédent et de nouvelles vagues de chaleur estivales en 2019, la valeur de la production laitière augmente pour la troisième année consécutive en France (+8,8 %). Les volumes de collecte croissent plus fortement (+5,3 %) que les prix (+3,2 %). Dans ce contexte, l'EBE par actif non salarié atteint 55 210 € (+ 9 %) et le RCAI par actif non salarié, 27 850 € (+18,3 %).

A *contrario*, la baisse de la consommation de viande, l'augmentation des importations et un recul des abattages en 2019 limitent toute possibilité d'embellie des résultats pour la filière de viande bovine. Ainsi, la production de l'exercice recule de 3,7 %. En 2019, l'EBE par actif non salarié des élevages de bovins viande se replie de 1,4 % pour s'établir à 35 910 €.

Une envolée spectaculaire des cours mondiaux de la viande porcine en 2019

En 2019, la propagation de la peste porcine africaine en Asie provoque une pénurie de la viande de porc, générant une envolée des prix sur les marchés mondiaux. Cette augmentation très importante des cours porcins (+20,9 %) combinée à une hausse des quantités produites (+4,1 %) profite pleinement aux résultats d'une filière traditionnellement très sensible à la conjoncture mondiale. L'EBE par actif non salarié bondit à 132 230 € (contre 60 200 € en 2018).

Une nette baisse des résultats avicoles

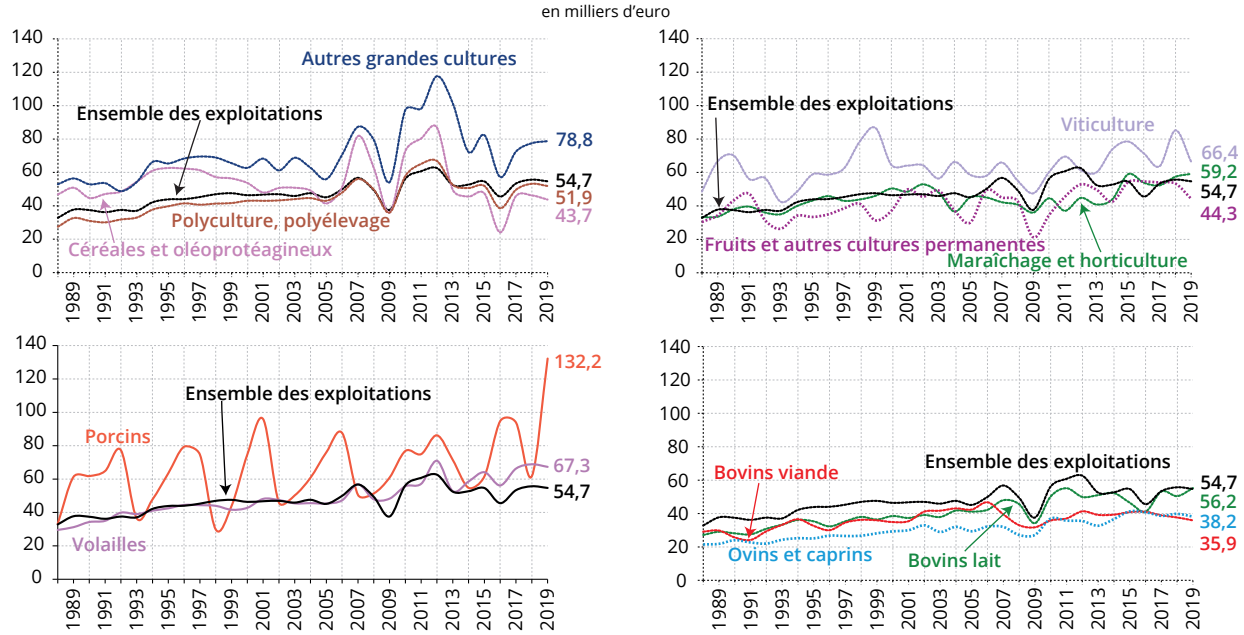
En 2019, les quantités d'œufs produites chutent de 12,9 %. Leurs cours baissent également (-5,8 %).

Par ailleurs, les valeurs de productions de poulets et de dindes reculent (respectivement de -3,2 % et de -9,5 %) marquant une année difficile pour l'ensemble des filières avicoles. Seuls les oies grasses et les canards gras présentent un bilan plus positif. Au final, toutes filières avicoles confondues, la production de l'exercice baisse nettement dans les exploitations du secteur (-7,3 %) et l'EBE chute (-8,8 %). Ce dernier ramené à l'actif non salarié s'établit en moyenne à 67 330 € pour 2019.

Dispersion et variabilité des résultats en 2019

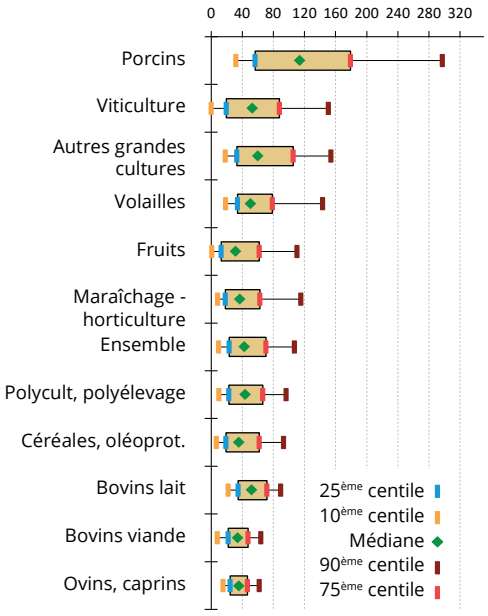
Avec un nombre d'actifs non salariés par exploitation de 1,37 en moyenne en 2019, toutes orientations productives confondues, l'EBE par Utans se maintient à un niveau supérieur au niveau moyen observé sur la période 1995-2005 (*Graphique 1*). Depuis le milieu des années 2000, les évolutions de l'EBE par Utans varient fortement pour

Graphique 1
Évolution par orientation productive de l'excédent brut d'exploitation par actif non salarié



Champ : France métropolitaine
Source : SSP – Agreste – Rica – Résultats 2019

Graphique 2
Dispersion de l'EBE par Utans selon les productions (en millier d'euros 2019)



Champ : France métropolitaine
Source : SSP – Agreste – Rica – Résultats 2019

les céréales, les oléoprotéagineux, les cultures industrielles et les exploitations en polyculture-polyélevage en lien avec les fortes fluctuations des prix sur les marchés mondiaux ou avec des épisodes climatiques exceptionnels (comme en 2016). En production animale, les cycles sont particulièrement marqués pour les élevages porcins, avec des cours mondiaux de la viande porcine très sensibles à la confrontation saisonnière cyclique de l'offre et de la demande mondiales sur un marché peu régulé.

En 2019, la moitié des exploitations ont un EBE par Utans supérieur à 42 450 € et un RCAI par Utans dépassant 21 470 €. Pour un quart des exploitations, l'EBE par actif non salarié est inférieur à 23 320 € tandis qu'il est supérieur à 70 580 € pour un autre quart (*Graphique 2*). 4,5 % des exploitations ont un EBE négatif. 28,3 % de ces exploitations qui s'avèrent être en insuffisance d'exploitation (EBE négatif) en 2019 l'étaient déjà en 2018, soit 1,3 % de l'ensemble des exploitations.

Comme les années précédentes, les dispersions de résultats les plus faibles sont relevées au sein des élevages d'herbivores. Ainsi, pour les orientations bovins viande et ovins-caprins, l'intervalle inter-quartile de l'EBE par Utans est respectivement de 25 560 € et 23 360 €. Avec un intervalle inter-quartile de 177 300 €, la dispersion des résultats parmi les élevages porcins est particulièrement marquée. Pour cette filière, la hausse des résultats est quasi-générale en 2019 : 90 % des éleveurs observent une augmentation de leur EBE par rapport à 2018 et, pour 80 % d'entre eux, il s'agit d'une croissance de plus de 30 % de leurs résultats. À l'inverse, 2019 est une année difficile pour les exploitations viticoles : pour 68 % d'entre elles, l'EBE baisse, pour 43 % l'EBE se réduit de plus de 30 %. Les évolutions interannuelles de l'EBE sont traditionnellement moins marquées pour les élevages de bovins, d'ovins-caprins et de volailles. Les différences de taille entre exploitations expliquent en partie les disparités observées. Près d'un quart des exploitations agricoles réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 82 800 € qui correspond au seuil du régime fiscal des micro bénéfices agricoles. Une proportion équivalente engrange plus de 300 000 € de recettes annuelles. L'EBE par Utans s'établit en 2019 à 94 520 € pour ces dernières, soit plus du double de celui des exploitations de taille intermédiaire (entre 82 800 et 300 000 €) et dans un rapport de 1 à 6,5 avec les structures de type « micro » (*Tableau 2*).

Les subventions des exploitations agricoles en 2019

En 2019, les exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 33 510 € d'aides, ce qui représente 13,9 % de leurs produits courants ; ces subventions d'exploitation sont enregistrées ici au titre de la campagne en cours (*Tableau 3, Méthodologie*). L'ensemble des exploitations spécialisées en grandes cultures (COP et autres cultures industrielles) perçoivent une moyenne de 31 600 € de subventions. La quasi-totalité des éleveurs d'herbivores bénéficient également de subventions en 2019 : 50 500 €

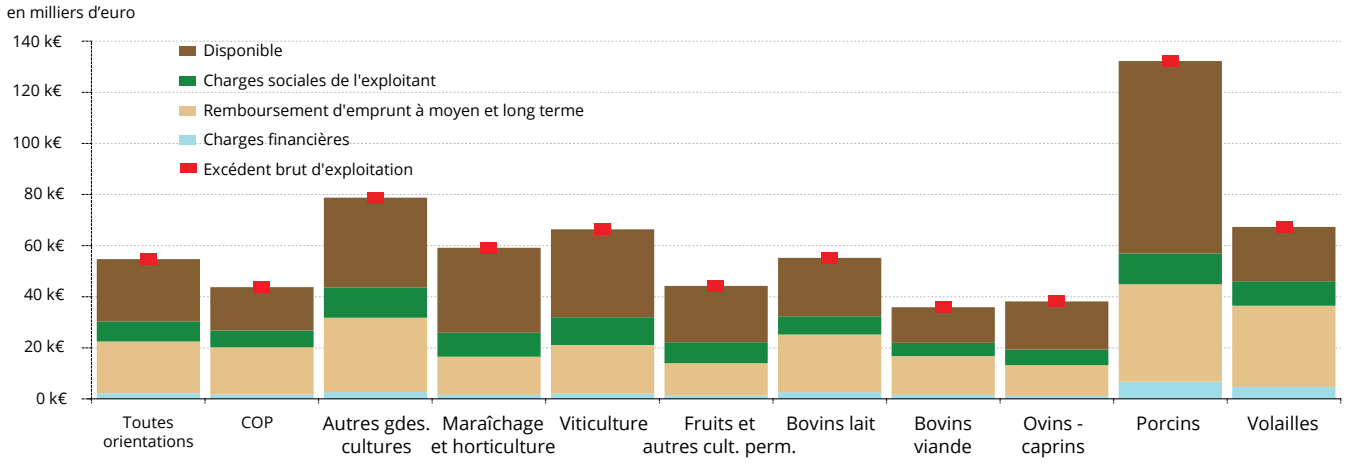
Tableau 2
Dispersion de l'EBE par UTANS en fonction de la taille économique des exploitations

	Taille économique des exploitations en recettes totales[1]							
Orientation technique	Petites		Moyennes		Grandes		Ensemble	
	% exploitations	EBE / UTANS	% exploitations	EBE / UTANS	% exploitations	EBE / UTANS	Nombre exploitations	EBE / UTANS
Céréales et oléoprotéagineux	27,6	13 392	59,6	44 236	12,8	84 316	61 478	43 742
Grandes cultures	7,9	15 819	51,7	46 801	40,4	116 345	20 015	78 760
Maraîchage et horticulture	22,9	13 169	49,5	35 533	27,6	128 776	11 459	59 166
Viticulture	29,0	8 030	48,2	51 481	22,8	145 207	48 658	66 365
Fruits et autres cultures permanentes	34,7	14 327	41,7	38 289	23,5	77 635	6 134	44 262
Bovins lait	7,4	18 755	60,5	46 833	32,1	69 112	40 235	55 211
Bovins viande	33,9	18 362	61,6	39 588	4,5	68 819	35 557	35 911
Ovins, caprins et autres herbivores	39,3	24 799	54,1	40 191	6,6	64 773	10 871	38 179
Porcins, volaille et autres granivores	7,1	22 969	39,1	43 951	53,8	111 188	19 549	84 226
Polyculture, polyélevage	18,3	14 420	53,3	40 575	28,4	77 916	36 606	51 888
Ensemble	**22,2**	**14 480**	**54,2**	**43 858**	**23,5**	**94 527**	**300 115**	**54 722**

1. Taille économique définie par la somme des recettes (production, subventions et produits financiers) :
- pour les Petites exploitations, le seuil choisi est le seuil fiscal du micro-BA (fixé à 82 800 €)
- pour les Grandes exploitations, il est établi à 300 000 €

Champ : France métropolitaine
Source : SSP – Agreste – Rica – Résultats 2019

Graphique 3
Solde disponible par exploitant en 2019, par orientation productive



Champ : France métropolitaine
Source : SSP – Agreste – Rica – Résultats 2019

Tableau 3
Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles bénéficiaires, en euros 2019

Orientation technique	Bénéficiaires de subventions	Par bénéficiaire d'au moins une subvention			Par bénéficiaire de l'aide		
		Montants 2019 (en €)	Evol. (%) 19/18	% Produits courants	Paiements uniques (en €)	Aides couplées (en €)	Développement rural (en €)
Bovins viande	100 %	50 507	8,2 %	38,4 %	22 908	11 023	14 075
Ovins et caprins	99,3 %	46 540	-2,0 %	34,6 %	19 760	9 026	17 228
Polyculture, polyélevage, autres	98,2 %	38 414	4,0 %	15,4 %	25 444	6 307	9 628
Bovins lait	100,0 %	36 569	4,6 %	13,8 %	22 506	3 084	14 072
Ensemble	**89,7 %**	**33 514**	**3,0 %**	**13,9 %**	**22 488**	**6 086**	**10 234**
Autres grandes cultures	99,0 %	31 631	-2,2 %	9,6 %	26 445	3 774	4 986
Céréales et oléoprotéagineux	100,0 %	31 606	1,8 %	18,4 %	26 293	3 313	5 585
Porcins	88,5 %	20 987	-1,0 %	2,8 %	17 737	3 712	6 974
Volailles	71,1 %	19 959	7,9 %	5,3 %	12 979	4 282	4 869
Fruits et autres cultures permanentes	83,0 %	19 439	-11,5 %	7,9 %	8 855	7 482	7 884
Maraîchage - Horticulture	46,9 %	12 052	14,5 %	2,7 %	5 550	3 198	3 450
Viticulture	60,0 %	7 813	0,0 %	2,9 %	6 784	1 793	4 139

Les subventions d'exploitation sont enregistrées ici au titre de la campagne en cours (Méthodologie)
Champ : France métropolitaine
Source : SSP – Agreste – Rica – Résultats 2019

en moyenne pour les éleveurs de bovins viande, 46 540 € pour les éleveurs d'ovins-caprins et 36 570 € pour ceux en bovins lait. Contrairement à ces dernières années marquées par une baisse constante des niveaux de subventions, le montant moyen d'aide par bénéficiaire, toutes orientations confondues, augmente de 3 %. Cela révèle un cumul d'aides plus important par bénéficiaire : le nombre de bénéficiaires de certains dispositifs (ICHN, MAE, mesures en faveur de l'agriculture biologique) croît fortement alors que la proportion globale de bénéficiaires de subventions demeure stable (90 % en 2018 contre 89,7 % en 2019). En 2019, comme lors des années précédentes, les subventions contribuent à réduire les disparités de résultats entre exploitations : leur poids relatif dans les résultats est plus important pour les orientations productives à plus faible revenu.

La diminution des ressources financières induit un léger recul des investissements sans remettre en cause la tendance au désendettement observée ces dernières années

Après deux années d'amélioration des résultats économiques, selon les résultats 2019, les possibilités pour les exploitants agricoles de dégager des ressources disponibles se réduisent. Une fois les charges financières, les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant déduites de l'EBE (*Méthodologie*), le solde disponible par actif non salarié baisse de 4,3 % par rapport à 2018 et atteint en 2019 une moyenne de 24 380 €. Ce disponible permet de rémunérer l'exploitant et de développer l'exploitation en investissant (autofinancement pouvant être complété par un éventuel recours à l'emprunt). Il varie fortement selon les productions, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. 2019 est une année très favorable pour les éleveurs porcins qui dégagent un disponible moyen de 75 300 € (contre 1 400 € en 2018). Avec la chute de leurs résultats, le disponible des viticulteurs se réduit de 35 % : 34 370 € en 2019 contre 53 300 € l'année précédente (*Graphique 3*).

Nicolas Devauvre
SSP - Sous-direction des synthèses statistiques et des revenus

Méthodologie

Les résultats économiques, présentés pour l'année 2019, sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective. Cet échantillon de 7 203 exploitations en 2019 représentant 300 115 exploitations qui contribuent à 97 % de la production brute standard (PBS) de la France métropolitaine. Les données de cette publication sont provisoires et pourront être légèrement révisées.

Le principal indicateur économique commenté ici est l'excédent brut d'exploitation (EBE), par actif non salarié (Utans). Ce résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, de laquelle sont soustraites les consommations intermédiaires et toutes les autres charges courantes (salaires, impôts fonciers, fermages...). Le résultat courant avant impôts se déduit de l'EBE après prise en compte des amortissements (qui ne sont pas décaissables) et des charges financières. Un solde disponible est calculé en déduisant de l'EBE les annuités d'emprunts à moyen et long terme et les cotisations sociales de l'exploitant.

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. En d'autres termes, quels que soient les montants d'aides perçus au cours de l'exercice comptable 2019, seules les subventions reçues au titre de la campagne 2019 sont intégrées dans les données du RICA 2019.

Les évolutions 2018-2019 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (c'est-à-dire corrigées de l'inflation). Les données 2018 ont pour cela été valorisées en euros de 2019 à l'aide de l'indice du prix du Produit intérieur brut (source Insee). Les séries longues présentent également les valeurs sur l'échantillon complet exprimées en euros de 2019.

Pour en savoir plus

Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation du 16 décembre 2020, en ligne sur le site Agreste, rubrique Chiffres et Analyses

www.agreste.agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Secrétariat général
Service de la statistique et de la prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris

Directrice de la publication : Corinne Prost
Composition : SSP
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1760-7132
© Agreste 2020